

LA LETTRE DU **Made in France**

« ON SE FAIT TOUJOURS DES IDÉES EXAGÉRÉES DE CE QU'ON NE CONNAÎT PAS » **ALBERT CAMUS**

Numéro 12

6 février 2025

CETTE SEMAINE

ANDRÉ CITROËN

Bientôt au Panthéon ? Son petit-fils, Henri-Jacques Citroën, poursuit les démarches. **Page 2**

TROIS QUESTIONS À...

Patrick Loger, à la tête du Mondial du rhum, nous parle de ce fleuron du soft power français. **Page 3**

ORNIKAR

L'insolent succès de la start-up qui dépasse les 100 millions d'euros de chiffre d'affaires. **Page 4**

ALAIN ASPECT
L'INCROYABLE
SUCCÈS EN
LIBRAIRIE DE CE
SCIENTIFIQUE
PRIX NOBEL
DE PHYSIQUE

Page 3

L'ÉDITO

Les usines brûlent et nous regardons ailleurs

Le couperet est tombé, brutal et sans appel : l'Armée française a décidé de délocaliser une partie de la production des uniformes de prestige de nos troupes à Madagascar. C'est l'entreprise Marck & Balsan, située à Calais, qui va faire les frais de ce choix désastreux, entraînant ainsi la fermeture de ses portes, au grand dam des élus du territoire. Une

Ce nouvel épisode de l'agonie annoncée de l'industrie textile française est tragiquement symbolique de notre incapacité à orienter les marchés publics vers notre production nationale.

nouvelle usine part en fumée sous nos yeux, et plus d'une soixantaine d'emplois sont menacés. Cette situation ne se limite pas à une simple fermeture ; elle signifie également la perte d'un savoir-faire rare en matière de confection spécialisée, un savoir-faire qui risque fort de disparaître définitivement avec la mise au chômage des 65 salariés de l'entreprise. Ce nouvel épisode de l'agonie annoncée de

l'industrie textile française est tragiquement symbolique de notre incapacité à orienter les marchés publics vers notre production nationale. Depuis plus d'un siècle, les États-Unis ont compris que l'argent des impôts devait être réinvesti dans leurs propres usines. La législation américaine impose aux acheteurs publics de sélectionner au moins 50 % de produits fabriqués aux États-Unis. Mieux

encore, lorsqu'un marché public opte pour un produit étranger, l'acheteur doit en justifier son choix sur une plateforme digitale. En France, et plus largement en Europe, ce sujet du ciblage des marchés publics semble être un tabou. Pourtant, les marchés publics représentent un levier économique considérable, contribuant à hauteur de 14 % du PIB des 27 pays de l'Union européenne. Il est grand temps que nous nous inspirions des pratiques américaines pour réserver une part significative des budgets d'achat public à nos usines et ateliers nationaux. Bien que cette affaire de délocalisation des uniformes à Madagascar ait un impact économique relativement faible, elle symbolise une forme de masochisme économique qui ouvre la voie à des dérives inacceptables et contribue à la destruction de notre tissu industriel. L'argument du prix bas de la fabrication malgache doit être tempéré par la prise de conscience de la perte de recettes pour notre protection sociale. Il est essentiel de rappeler que les 65 salariés de Calais contribuaient, par leur travail, au financement de notre protection sociale globale, ce qui n'est pas le cas de l'usine malgache. Acheter français, c'est aussi financer nos retraites et soutenir notre économie locale ; ne l'oublions pas. En espérant un sursaut de bon sens en leur faveur.

YVES JÉGO, ancien ministre, fondateur de la certification « Origine France Garantie », enseignant à l'ICP sur les questions industrielles

156,296

C'est, en milliards d'euros, le montant du déficit du budget de l'État français à fin décembre 2024, selon les données publiées par le ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. Fin décembre 2023, le déficit s'élevait à 173,260 milliards d'euros.

il l'a dit

« Si l'Europe est attaquée sur ses intérêts commerciaux, elle devra se faire respecter. »

—Le chef de l'État Emmanuel Macron réagissant aux propos du président américain Donald Trump qui, après avoir ciblé la Chine, le Canada et le Mexique, menaçait d'imposer de nouveaux droits de douane à l'UE





EN FORME

Agriodor. La société française leader du biocontrôle et alternative aux produits phytosanitaires (France 2030, Inrae, Business France) a racheté la société Cearitis, spécialiste de la technique « push and pull » des insectes pour devenir un champion européen du secteur. L'intégration de Cearitis et de son équipe, dirigée par **Marion Canale**, permettra de renforcer considérablement la position d'Agriodor sur le marché international du biocontrôle.

Martin-Pouret. Le maître vinaigrier depuis 1797 se verra remettre officiellement le mercredi 19 février prochain la certification « Origine France Garantie », des mains du président d'OFG **Gilles Attaf**. Née en 1797, Martin-Pouret est la plus ancienne vinaigrerie indépendante au monde. Elle compte 23 employés, pour 5 millions d'euros de chiffres d'affaires en 2024 (+130 % en 5 ans). Martin-Pouret a également engagé 7,6 millions d'euros d'investissement, depuis le rachat en 2019 par **David Matheron et Paul-Olivier Claudépierre**, pour le déplacement de la manufacture à Orléans (Loiret), et la garantie d'ingrédients 100 % français.

Riot. La scale-up cyber française Riot lève 30 millions de dollars, une opération menée par la société de capital-risque new-yorkaise Left Lane Capital, afin de développer de nouveaux produits et de s'étendre à l'international, renforçant ainsi sa position de leader sur le marché de la cybersécurité des employés. Pour lutter contre les cyberattaques en entreprise, Riot évalue la posture cyber des collaborateurs, détectant de potentielles vulnérabilités et guide de manière proactive les employés dans la résolution de ces faiblesses. L'entreprise, cofondée par **Benjamin Netter et Louis Cibot**, a été créée en 2020 au sein du célèbre incubateur californien Y Combinator (qui a aussi vu passer OpenAI, Dropbox, Airbnb, Stripe...).

Publicis. Le groupe de communication français dirigé par **Arthur Sadoun** vient de devancer son rival historique WPP avec un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros en 2024, soit une croissance de 5,8 % sur un an. L'entreprise devient numéro un mondial du secteur, une première en vingt ans. Démentant les pronostics de certains analystes, Publicis a enregistré au dernier trimestre 2024 une croissance record de 6 %.

ZOOM SUR...

EXCLUSIF LETTRE

ANDRÉ CITROËN BIENTÔT AU PANTHÉON ? SON PETIT-FILS CONTINUE LA BATAILLE

Ce serait le premier industriel à entrer au Panthéon. Le premier chef d'entreprise, visionnaire, qui a créé une marque connue dans le monde entier, collectionnée par des dizaines de milliers de personnes. Et si ce combat finissait par être bientôt victorieux ? C'est, en tout cas, la mission que s'est fixée Henri-Jacques Citroën, petit-fils de l'industriel, qui souhaite voir la mémoire de son grand-père honorée dans l'un des lieux les plus prestigieux de la République. « Sa panthéonisation est totalement justifiée », explique à *La Lettre du Made in France* Henri-Jacques Citroën. Mon grand-père avait à cœur la recherche de la cohésion sociale, le renforcement du rôle de la femme dans la société, mais aussi la recherche constante du progrès technologique dans tous les domaines. De plus, cette panthéonisation rentre dans l'air du temps, au moment où nous voulons réindustrialiser la France. Ce serait un symbole fort. D'autant plus que mon grand-père est issu de l'immigration, polonaise et hollandaise. Ma famille a une histoire complète et européenne. »

Il y a quelques années, Henri-Jacques Citroën a créé un comité dont la mission est précisément d'œuvrer à l'entrée au Panthéon d'André Citroën. Composé de 95 personnalités « qui représentent la société française dans sa belle diversité », le comité contribue à « créer une matrice d'opinion positive » autour de cette idée. Selon nos informations, une dizaine de membres du comité s'entretiennent régulièrement avec le président de la République, déjà bien au fait de cette démarche. Henri-Jacques Citroën en est persuadé : « Il n'y a qu'une seule personne qui, *in fine*, décide : le président de la République. Il peut se saisir de cette histoire complète et européenne. » Dès qu'il en a le loisir, le petit-fils du grand constructeur automobile multiplie les conférences et déplacements, « l'occasion de transmettre de nombreux messages inspirants ». Le descendant d'André Citroën est d'ailleurs accueilli partout en rock star, auréolé du prestige de la marque iconique, comme en Allemagne ou en Pologne, pays d'où est originaire une des branches de sa famille. Il y enchaîne conférences, séances de dédicace et interviews. Aujourd'hui, le comité espère bénéficier d'une « bonne fenêtre de tir » pour qu'Emmanuel Macron, dont l'agenda politique est désormais allégé, prenne en compte leur requête. « Avec le comité, nous pensons qu'une période s'ouvre, où nous pourrions être plus entendus », confie Henri-Jacques Citroën, tout à l'espoir que, bientôt, son grand-père soit enfin accueilli dans ce temple dédié aux Grands Hommes de notre pays.

EN CHIFFRES

13,8

C'est, en milliards d'euros, le résultat des « ventes nettes » du discounter néerlandais Action en France, soit une hausse de 21,7 % par rapport à 2023. L'entreprise, présente dans son pays d'origine et en France, où se trouve son plus gros marché, prévoit cette année d'ouvrir des magasins en Suisse et en Roumanie.

25

C'est, en millions d'euros, le montant qu'a payé le parc d'attractions du Futuroscope à Poitiers pour sa montagne russe aquatique, une première mondiale dans le secteur des loisirs. Cette attraction est la première étape d'un vaste plan d'investissements à plus de 300 millions d'euros destiné à moderniser le parc.

280

C'est, en millions de dollars, le bénéfice net annoncé par la banque d'affaires franco-américaine Lazard pour l'année 2024, après avoir, en 2023, enregistré une perte nette. Cette performance a été notamment obtenue grâce aux excellents résultats de sa branche Conseil financier, son activité favorite.

1,7

C'est, en million d'euros, le montant estimé par France Domaines du Couvent des Minimes d'Orléans, dans le Loiret. Ce site du XVII^e siècle, classé monument historique, est à vendre. Le département, n'ayant plus les moyens de le maintenir, est contraint de se séparer de certains de ses possessions immobilières.



ILS & ELLES

Anne-Sophie Lizzani, ancienne journaliste, vient d'être nommée head of communications France de Meta (anciennement Facebook). La communicante, qui a collaboré par le passé à divers titres de presse nationale dont *Le Figaro*, est notamment passée par le cabinet de **Patricia Goldman**, avant d'entrer chez Meta pour occuper pendant quatre ans le poste de communications manager. Elle a pris ses nouvelles fonctions il y a de cela quelques jours.

Xavier Peugeot, qui a rejoint le groupe PSA Peugeot Citroën en 1994, vient d'être nommé directeur général de la marque DS Automobiles. L'homme succède ainsi à **Olivier François**, qui poursuit ses autres missions stratégiques au sein du groupe Stellantis. Xavier Peugeot y a occupé différents postes dans les domaines du commerce et du marketing. En 2019, il devient notamment directeur de la business unit Véhicules utilitaires, pour PSA puis Stellantis.

Bénédicte Durand Deloche, PDG du spécialiste de la transformation des matériaux composites et polymères Altheora, devient l'actionnaire de référence du groupe, en ayant annoncé acquérir 1 740 571 actions du groupe au prix d'un euro par action. La grande patronne a ainsi voulu, par cette action, «témoigner de la pleine confiance

dans l'avenir, et de l'alignement total d'intérêt avec tous les actionnaires, en procédant à un rachat d'actions à un prix bien supérieur au cours de Bourse».

Alain Aspect, le célèbre scientifique français, signe un véritable succès de librairie. Ce prix Nobel de physique 2022, obtenu avec deux confrères «pour les expériences avec des photons intriqués, établissant les violations des inégalités de Bell et ouvrant une voie pionnière vers l'informatique quantique», s'est lancé un défi : publier un ouvrage, destiné aux non-scientifiques, pour vulgariser la façon dont la physique quantique a bouleversé notre vision du monde. Un pari pour Odile Jacob, l'éditeur, qui a publié il y a un mois *Si Einstein avait su*. Et dès lors... le succès est, pour un ouvrage de vulgarisation scientifique, phénoménal. «Il ne sait plus où donner de la tête» décrit nos confrères de *Challenges*, qui explique que le scientifique enchaîne conférences, interviews et séances de dédicace. Né à Agen, le professeur à Polytechnique, à Paris-Saclay, également directeur de recherche émérite au CNRS vante une «science Made in France», estimant que notre pays a toutes les capacités pour rester un leader mondial des sciences quantiques. Cocorico !

Philippe Tabarot, le ministre auprès du ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, chargé des Transports, renforce son cabinet en nommant son nouveau conseiller transports maritimes **Côme Billard**. Ce dernier est un habitué des cabinets ministériels : il a eu plusieurs expériences au secrétariat d'État à la Mer et au ministère de l'Agriculture. Il a notamment obtenu un master Science, Environmental Economics and Climate Change à la London School of Economics (LES). Le gouvernement mise sur la longévité ; les cabinets ministériels seront, il y a fort à parier, renforcés en conséquence.

Jean-Luc Tavernier, l'ancien directeur de cabinet d'**Eric Woerth** lorsque ce dernier était ministre du Budget, va officiellement quitter la direction de l'Insee cet été. Selon *Le Figaro* ce polytechnicien, ancien directeur de l'Urssaf, souhaite retourner à l'Inspection générale des finances, son corps d'origine. Bercy cherche son successeur, et précise que «les candidats (...) doivent être en mesure de garantir la crédibilité et l'impartialité des analyses et communications de l'Institut (...) et doivent savoir animer des équipes d'experts, impulser l'évolution des dispositifs de production statistique, maîtriser la communication institutionnelle et en direction des citoyens et conduire un dialogue social de qualité».

3 QUESTIONS À... PATRICK LOGER *

Parmi les alcools français, on pense et présente souvent le vin, le champagne en particulier, comme, des outils du soft power hexagonal. Le rhum est-il aussi un moyen de faire rayonner le savoir-faire français à l'international ?



Patrick Loger : Le rhum est un véritable levier de rayonnement français, unissant tous les territoires ultramarins – Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Mayotte, Polynésie – et une dynamique hexagonale en plein essor. Plus qu'un spiritueux, il est un moteur économique et social : il crée des emplois, structure des filières et offre des opportunités aux jeunes, du spiritourisme à la mixologie. Son excellence, reconnue mondialement, en fait un outil de soft power unique, combinant savoir-faire, culture et innovation au service du développement de nos territoires.

Le Mondial du rhum se déroulera à Paris les 12, 13 et 14 février prochains. Quels sont les principaux objectifs de l'événement ?

P. L. : Le Mondial du rhum, du 12 au 14 février 2025 à Paris,

est une plateforme internationale dédiée à l'écosystème Rhum. Il valorise le savoir-faire des producteurs, facilite les échanges commerciaux et met en lumière les enjeux économiques du secteur. Temps forts : G20 du rhum, conférences, networking et spiritourisme. L'événement favorise aussi l'insertion des jeunes à travers des rencontres avec des professionnels. Plus qu'un salon, c'est un levier de structuration et de visibilité pour toute la filière.

La filière Rhum et les professionnels sont-ils en général satisfaits de leurs ventes en 2024 ? Sont-ils optimistes pour l'avenir ?

P. L. : En 2024, le marché du rhum affiche une forte résilience, malgré un contexte économique incertain. La demande pour les rhums premium progresse, portée par l'export et la mixologie. Le spiritourisme devient un levier clé, renforçant l'ancrage territorial du secteur. Si des défis subsistent (coût des matières premières, régulations), la filière reste optimiste, misant sur l'innovation et la montée en gamme. Avec une qualité reconnue et une stratégie renforcée, le rhum français a encore de belles années devant lui.

* Fondateur du Mondial du Rhum



ÉCONOMIE

Bâtiment. Le secteur de la construction est en crise, et l'année qui s'ouvre ne devrait pas être plus favorable. C'est, en tout cas, le constat des fabricants français de matériaux de construction, qui ont tiré la sonnette d'alarme cette semaine qui craignent la multiplication des « plans sociaux », selon l'Association des industries de produits de construction (AIMCC). « Cette année, nous allons assister à des plans sociaux dans nos entreprises, après la fin de leurs contrats d'intérim en 2024 », a alerté le président de la commission économique de cette association, **Jacques Manzoni**, lors d'une conférence de presse. Pour rappel, l'AIMCC représente 7 000 entreprises de plus de 20 salariés et réalise 60 milliards de chiffre d'affaires annuel sur le marché français.

Aviation. Safran a annoncé avoir obtenu la certification par l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne (EASA), après quatre ans de collaboration avec l'institution, de son tout premier moteur à propulsion électrique, signant ainsi une avancée fondamentale dans la décarbonation de l'aviation. Ce nouveau moteur pourra s'intégrer dans de petits avions de 2 à 4 passagers pour une propulsion 100 % électrique, dans des avions de transport régional de 19 passagers pour une propulsion hybride, voire dans des appareils de 150 passagers pour les futures générations, selon des données transmises à l'AFP.

Enquête. Shein est dans le viseur de l'Union européenne. Le géant chinois de la fast fashion et des produits à bas prix est soupçonné par l'UE de non-respect des règles de protection des consommateurs. En clair, l'Union européenne accuse l'enseigne de ne pas lutter avec assez de vigueur contre la vente de produits illégaux, ne respectant pas les normes de sécurité européennes.

En France, la marque fait également beaucoup parler d'elle avec le récent recrutement de l'ancien ministre de l'Intérieur **Christophe Castaner** au poste de responsable de la politique RSE de l'entreprise, alors qu'elle est interpellée sur les mauvaises conditions de travail de ses employés ainsi que sur des dérives environnementales graves.

Construction. Vinci vient de remporter le marché de la construction de l'accès fluvial à Port 2000 au Havre, premier port français. Ce contrat, d'un montant de 183 millions d'euros, porte sur la construction d'un chenal fluvial de 1 800 mètres, pour mettre en communication directe Port 2000 et le bassin de la Seine. C'est un groupe d'entreprises composé de Vinci Construction (62 %) – à travers sa filiale Terélian (mandataire) – et de Deme (38 %), société belge dont Vinci détient 12,1 %, qui l'a emporté.

Succès. La start-up Ornikar, le leader du permis de conduire en ligne, vient de passer la barre symbolique des 100 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit une hausse de 33 % en un an. Une belle réussite dans la french tech qui marque, en 2025, le franchissement de plusieurs seuils symboliques. L'entreprise ne compte pas s'arrêter là, et poursuit sa diversification pour continuer à grandir, notamment en accentuant sa présence dans l'assurance pour voitures et l'habitation, le tout sous le patronage de son directeur général **Philippe Maso y Guell Rivet**.

Salaires. Ce n'est pas la grande forme pour les salariés français : selon une enquête de l'institut Toluna pour Great Place to Work, notamment relayée par RTL, 60 % des Français ne sont pas satisfaits du

niveau de leur rémunération. Toujours selon l'étude, le secteur médico-social est particulièrement touché par ce mécontentement. Ce sentiment s'inscrit dans un contexte plus général de morosité économique ambiante, avec une augmentation constante du nombre de chômeurs et une stagnation des salaires attendues pour cette année.

Taxe. C'est peu dire que la nouvelle taxe française sur les billets d'avion ne séduit pas les professionnels du secteur. Le président de l'Union des aéroports français (UAF) a déclaré que cette nouvelle ponction est « économiquement irresponsable », et affirme que « le gouvernement français n'a pas compris que le transport aérien est un vecteur de croissance économique essentiel pour le pays ». Dans un communiqué, **Thomas Juin** a également estimé que le gouvernement « a fait le choix de sanctionner par une taxation déraisonnable qui va fragiliser le secteur aérien français, l'industrie touristique et dégrader l'accessibilité de nos territoires ». Le projet de loi prévoit une augmentation de la taxe sur les billets d'avion qui passerait de 2,63 euros à 7,30 euros pour un billet en classe économique vers la France ou l'Europe.

Banque. BNP Paribas, première banque de l'Hexagone, a réalisé 12 milliards d'euros de profit l'année dernière, un nouveau record. Sur les trois derniers mois de l'année, son résultat net a progressé de plus de 15 %, à 2,32 milliards d'euros. Ces résultats sont notamment dus à sa banque de financement et d'investissement, tandis que des réorganisations sont attendues dans la partie des activités de banque aux particuliers, plus sensible au ralentissement économique général observé en France et au sein de l'UE en général.

LE DERNIER MOT DE... PIERRE DUMAZEAU

Guerre ? De retour à la Maison-Blanche, Donald Trump menace à nouveau l'Union européenne de lourdes taxes sur les importations, notamment l'automobile et l'agriculture, au moment où la Chine riposte et où Canada et Mexique cherchent encore les parades pour être épargnés. Il y a fort à parier que Bruxelles deviendra la nouvelle cible américaine dans les prochaines semaines, déjà accusée de pratiques « injustes ». Si ces tensions se confirment, elles pourraient fragiliser des secteurs clés de l'économie du sous-continent et raviver le spectre d'une guerre commerciale transatlantique. L'Europe, déjà affaiblie par les crises récentes, devra riposter fermement pour défendre ses intérêts.